



QUOTIDIEN DU CAMP NO BORDER DE CALAIS - N°4 - LUNDI 29 JUIN 2009



**EXPULSIONS
L'ETAT,
LES FLICS
ET LES
PATRONS !**

Calais, terrain d'entraînement policier

Les camps No border, c'est notamment l'occasion de créer un rapport de force avec les autorités, ce que les journalistes demeurés nomment « *ultra violence* ». Ca consiste à faire des « actions », symboliques ou non, contre l'Etat, sa police et ses représentants. A Calais, avec la meute de flics, c'est pas simple. Vendredi, quelques-uns ont pourtant bloqué la rocade longeant le camp. La bande-roule est resté deux minutes sur la voie, puis les gardes mobiles ont chargé, obligeant les camarades à se réfugier dans le camp. Tirs de lacrymos et de grenades assourdissantes s'en sont suivis. Les gardes mobiles sont ensuite restés en position, bloquant la circulation pendant deux heures (ils font le travail à notre place).

Le lendemain, après la manif, rebelote. Quatre camarades, banderoles en main, se sont mis à courir vers la rocade comme des déterrés, mais avant même de passer les barrières du camp, ils avaient déjà fait demi tour, content de leur petite simulation. Les flics n'ont rien compris et la rocade fût à nouveau bloquée par leurs soins.

Du côté harcèlement, la liste est longue : la BAC qui profite de la présence des pompiers sur le camp pour essayer d'entrer à plus d'une quinzaine (sans succès), flashball à la main. Et puis le coup de pression du mardi soir : vers 5h du mat, les flics se postent en masse derrière le

camp, braquent un projecteur, tentent une entrée, lampes torches en main. L'alerte est alors donnée dans le camp : tout le monde se réveille et fait front. Les flics se retirent, c'était de la provoc'. Dès lors, chaque soir, les flics braqueront le projecteur sur les campeuses et les campeurs. C'était sans compter le sens de l'humour tenace de la population du no border : le double projecteur qu'on leur a mis dans la face ne les a pas vraiment laissé de marbre.

Sinon, les barrages de keufs posés de part et d'autre du camp ont permis une nouvelle fois d'interdire la sortie du camp à tout ce qui n'était pas jugé « présentable ». Rappelons ici que l'interdiction de circuler et l'assignation à résidence sont des mesures exceptionnelles qu'un petit merdeux de préfet n'a aucun droit de prendre, surtout lorsque les contrôles s'effectuent au faciès, ce qui est tout aussi interdit. Mais qu'importe, l'Etat de droit, c'est dans les films.

Passons rapidement l'encercllement du camp, l'hélicoptère, les contrôles d'identité et les fouilles incessantes. Samedi soir, quand les migrants voulurent regagner leur « jungles » après avoir dansé et chanté toute la soirée, ils durent passer le barrage de flics posté à la sortie du camp, projecteurs braqués. Craignant l'arrestation, un émissaire avec papiers en règle est allé discuter avec la flicaille. Flashball braqué, ordres secs et criés comme à un chien, fouille directe, toujours braqué, et puis la promesse de ne

pas emmerder les migrants. L'émissaire assista à leur passage, constata les brusqueries, le mépris et sans doute la peur de se faire planter par l'un de nous. L'Etat de Guerre permanent...

Du côté de la com', le QG du journal s'est fait photographier toute l'après-midi par les supers flics de la BAC de Lille, qui n'ont rien d'autre à foutre que de nous attendre en ville au moment de la récupération des journaux :

Le flic : « *je peux en avoir un ?* »

« *ouais ça va, t'es là, tu viens faire ton petit minet, avec ta chemise, pendant que nous on se fait contrôler cinq fois par jour* ».

Petit sourire faux-cul :

« *je veux juste un exemplaire pour le lire* »,

« *c'est prix libre, 50cts minimum* ».

« *pas de problème* »

Il nous tend une piécette comme un débile.

« *ben non, ce fric là on n'en veut pas !* »

Finalement on lui a filé la version anglaise. Faut bien rigoler. Mais cinq minutes plus tard, on était bon pour un contrôle bien tendu entouré par cinq molosses, flashball en main. Ambiance. Ils ont pris deux exemplaires du journal (savent lire dans la police ?).

Dans la tournée, on récupère trois témoignages de personnes ayant entendu que les commerçants avaient subi des pressions pour ne plus distribuer le journal. Les flics auraient même obligé une commerçante à enlever une affiche du

journal (lu dans Nord Littoral). Au passage, spéciale dédicace aux cafés, boulangeries, friteries et kiosques de Calais qui ont pris le journal en dépôt, avec d'ailleurs parfois beaucoup d'enthousiasme.

Et puis, samedi c'était la manif. Une promenade avec fouille individuelle à la sortie du camp. Des drapeaux sont confisqués. Et puis une promenade de six heures plein soleil dans le désert des zones industrielles ou au milieu des champs... Les barrages de la bleusaille ont empêché systématiquement le contact avec la population, empêchant du même coup les migrants de participer à la manif. Enfin, retour obligé au camp, toujours en masse, dispersion interdite.

Pour l'anecdote, paraît que certains ont vu des hommes grenouilles patauger dans le port, ces débiles ! Sinon, les black blocks étaient bien là : une pierre a été lancée et a fait une belle étoile dans la vitrine d'une boucherie chevaline. La végétalienne qui a fait le coup a une dent contre le commerce carnivore.

La petite réjouissance : un barrage passé en force, direction la mairie. Mais pas le deuxième. Les matraques ont parlé, elles ont gagné. Vu le rapport de force, il n'y avait pas grand-chose à faire, à part peut-être rester au camp à glander ou passer en douce vers le centre ville. Un vieux CGTiste retraité nous avait prévenu : « *Autant de flics, j'ai jamais vu ça de ma*

vie. Vous n'avez pas intérêt à déconner, sinon ils vont vous massacrer ces bêtards ».

Du côté du camp, on a bien rigolé : les jeunes de la zup défilant dans le camp avec le drapeau noir en gueulant « *no border, no nation* » ; Les deux adolescentes de la ZUP qui nous ont montré comment éviter les barrages de flics visitant ensuite le camp et prenant un vilain plaisir à gueuler « *ça pue le poulet ici !* » à la bleusaille. Idem pour les migrants, qui se sont fait plaisir : « *fuck police* » et autres jurons. Les réunions traduites en kurde, pachtoune, farsi, arabe, perse, anglais et français avaient leur charmes, tout comme les parties de foot multiculturelles ou les danses afghanes. Ça aura été le plus grand succès du camp que d'avoir pu faire se rencontrer des populations habituellement isolées les unes des autres.

Quant aux soi-disant casseurs, black blocks, racailles, et autres « infiltrés » de tout poil, soyons clairs. Hippies ou vieux punk, pacifiste ou anarchiste, jongleur ou musicien, littéraire ou sportif, lorsqu'un commissariat brûle, lorsqu'une ligne de CRS se fait défoncer par des enrégés, lorsqu'un pavé fait voler en éclat la vitrine d'une banque ou d'un supermarché, on est tous solidaire pour dire : pan ! dans ta face ! L'Etat, le capital, c'est la gueule à terre qu'on les veut !

Un bref aperçu de la situation en Belgique

La Belgique - comme tous ses partenaires de la forteresse Europe - a toujours pratiqué une politique de migration (qualifiée de politique du "robinet") liée aux besoins économiques. Dans les années 1980, la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est promulguée (une politique restrictive). Entre 1999 et 2007, le nombre des personnes expulsées a plus que quadruplé, de 1871 à 8745 expulsions - dont la plupart par la force. En comparaison, la proportion des expulsions en Belgique par rapport à la population totale est six fois plus importante qu'en France. Seulement en 1999, une décennie après l'ouverture du premier centre fermé belge, un premier arrêt royal a été pris afin de "mettre fin à l'insécurité juridique et aux décisions arbitraires". Néanmoins, l'opération des centres fermés comme l'hypocrisie politique de la régularisation n'ont jamais garanti une liberté humaine ni juridique.

Les cages de l'Etat belge

Entre 1989 et 1998, six centres fermés ont été créés : le centre 127 de Melsbroek et le "centre de rapatriement" 127bis à Steenokkerzeel (au sein de l'aéroport), le centre de Merksplas, le "refuge" de Bruges (ancienne prison de femmes), le centre INAD à Zaventem et un centre à Liège - Vottem. Chaque année 8000 personnes sont détenues dans les centres fermés belges. En plus que la détention administrative temporaire soit en violation avec les droits de l'homme, les conditions des centres fermés sont inacceptables au ni-

collective. Les politiques répondent immédiatement en proposant la construction de deux ailes de "haute surveillance" aux centres fermés de Vottem et de Merksplas.

Suite aux condamnations récentes de la Belgique par la Cour européenne des droits de l'homme (qui ont relativement porté atteinte à son image), la Ministre d'Asile et d'Immigration Annemie Turtelboom a fait différentes promesses d'humanisation des centres fermés. Elle avait promis qu'il n'y aurait plus d'enfants dans les centres fermés en 2009. Dans une initiative d'humanisation limitée, sept logements semi-ouverts ont été créés, mais l'enfermement des enfants n'a pas pris fin jusqu'ici.

Les mois passent : des interruptions des expulsions par des blocades physiques (en juillet 2008 à Merksplas, en novembre 2008 à Vottem et en avril 2009 à Steenokkerzeel) et des actions de solidarité avec les émeutes (parfois violemment réprimées) ont lieu pour dénoncer l'existence des centres fermés et des frontières. Paradoxalement, la politique d'humanisation des centres se traduit par la construction d'un nouveau centre fermé au sein de l'aéroport (remplaçant les deux anciens bâtiments INAD et 127, et débuté depuis mai 2009 par le groupe Besix) - spécifiquement "pour les demandeurs d'asile avec des problèmes de conduites". On constate également la multiplication des travaux d'infrastructure (comme des cellules d'isolement et les ailes à haute sécurité).

Les solutions avancées se trouvent donc à l'origine même de la crise humanitaire des



dont le résultat ne dépend que d'une loterie politique.

En Mars 2008, un accord gouvernemental prévoyait des nouveaux critères de régularisation : une procédure d'asile établie, l'emploi et l'ancrage local durable. Cet accord avait mis en espoir des milliers des sans papiers mais introduira une ère d'une politique de migration et d'asile encore plus sévère et axée sur la migration économique (carte bleue). En 2008, dans les dizaines d'occupations en cours, des sans-papiers entamaient des grèves de la faim allant jusqu'à 85 jours (à Bruxelles - Université Libre de Bruxelles, à la Maison de l'Amérique Latine et aux églises de Béguinage et de St Cure d'Ars). Selon le directeur général de l'Office des Etrangers, les grévistes peuvent seulement obtenir une régularisation de 3 mois (carte orange) pour des raisons médicales (leur état de santé étant trop faible pour une expulsion suite à la grève de la faim). Pendant ces 3 mois, le séjour peut être prolongé à base d'un contrat de travail de durée illimitée, ce qui est irréaliste. Le séjour se trouve donc entre les mains du patronat. Les promesses non tenues et les tentatives d'expulsion de quelques grévistes avaient poussé quelques-uns à des occupations des grues au centre ville de Bruxelles. Après l'attribution d'un permis de séjour d'un an aux premiers «grueurs», une cinquantaine de grueurs les ont suivi, au cours de l'été 2008, sans le résultat espéré.

Après plus d'une année de silence, en Mars 2009, une circulaire a été envoyée par la Ministre Turtelboom en faveur d'une régularisation des demandeurs d'asile avec enfants scolarisés. En réalité, la plupart des sans pa-

piers (environ 90%) qui attendaient une circulaire qui aurait pu les régulariser (selon l'accord 2008) n'ont rien vu venir. Les grèves de la faim sont donc actuellement la seule procédure de régularisation des migrants clandestins. Mais l'année passée, plus de mille personnes ont risqué leur vie (en mai 2009, 600 personnes avaient débuté la plus grande grève de la faim collective en Belgique) sans rien obtenir.

Les politiques belges démontrent ce que signifie "humaniser" des pratiques d'exclusion, de contrôle et de détention. Elles témoignent aussi d'un mouvement général en Europe. La récente coopération policière et militaire franco-belge en Mer du Nord (contre l'affluence à partir du Calais) témoigne de nouveau de la dureté d'une Europe forteresse en état de guerre.



PANCHO

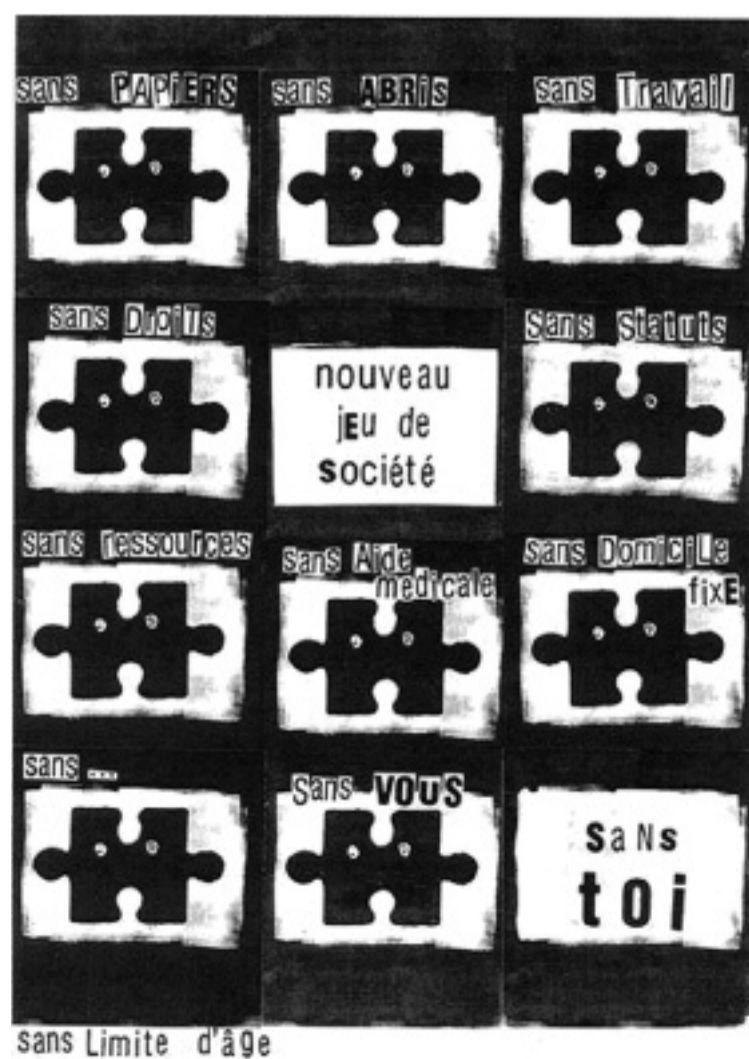
veau social (visites, courrier), juridique (accès aux avocats, à l'information, etc.), médico-psychologiques (cellule d'isolement, automutilation, etc.), et sur le plan de la détention des enfants accompagnés / non accompagnés.

En réaction, différentes émeutes ont éclaté dans les centres de Merksplas (en janvier 2007, juillet 2007 et janvier 2008) ; de Vottem (en février 2007, avril 2007) et de Steenokkerzeel (en avril 2007, juin 2007, mai 2008, juillet 2008 et août 2008). A Steenokkerzeel (en août 2008), on met le feu en utilisant des matelas, des poubelles et du papier. Bilan : deux ailes du centre sont consumées par les flammes et une troisième avec dégâts limités. L'émeute dénonce les conditions précaires et l'insécurité à l'intérieur des centres. Suite aux émeutes les gardes partent en grève

politiques de migration. Malgré son discours d'humanisation, les directives politiques européennes "RETOUR" (qui prévoient à partir de 2010 l'expulsion de 12 millions de personnes du sol européen et légalise l'emprisonnement des enfants dans les centres fermés pour étrangers) sont largement sous-critées par la Ministre Turtelboom.

Enfin un accord gouvernemental en 2008 ... mais sans suite

Depuis 2000, aucun accord gouvernemental sur une régularisation générale n'a été obtenu et exécuté. Une politique d'asile et d'immigration de plus en plus restrictive semble pousser les sans-papiers à des actions mortelles (comme les grèves de la faim, l'occupation des grues et les tentatives de suicides)



La "loterie des camps"

En avril dernier, Besson remettait en cause le monopole de La Cimade sur les centres de rétention administrative (CRA). Le travail juridique auprès des sans-papiers enfermés dans les 30 centres de rétention du territoire serait désormais répartis entre huit associations. Cela ne s'étant pas fait dans les règles, une nouvelle « loterie des camps » aura lieu d'ici quelques mois. Si la Cimade pouvait déjà être critiquée pour sa caution apportée à ces prisons pour étrangers dont elle n'a jamais réclamé la fermeture, les assos qui ont postulé pour se partager les CRA sentent encore plus mauvais...

Pour en finir avec les centres de rétention et le monde qui va avec... (extraits)

Dans un monde basé sur la misère, la guerre et les désastres écologiques, certains se rassurent par l'idée qu'il reste des âmes suffisamment charitables pour s'occuper des damnés de la Terre. Au nom de la « solidarité » et de la « fraternité », ces institutions humanitaires auxquelles on peut donner un sou de temps en temps (déductible des impôts, faut pas charrier), essaieraient au moins de soigner les blessures et d'atténuer les souffrances de ce monde, à défaut de le changer. Telle est du moins l'image qu'elles vendent à coups de matraquage publicitaire et d'appels doucereux à la compassion. C'est sans doute pour cela que plusieurs d'entre elles n'ont pu résister à l'envie de participer à la grande kermesse du ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale lancée le 22 août dernier. Après plusieurs péripéties et un long suspens, comme il sied à toute tombola bien organisée, les résultats ont enfin été annoncés le 10 avril 2009 : Cimade, France Terre d'Asile, Assfam, Forum Réfugiés, Ordre de Malte et Collectif Respect en sont les heureux gagnants. La première décroche sans surprise le gros lot, vu qu'elle est depuis longtemps dans les petits papiers des organisateurs et connaît bien le sujet, et les autres touchent les lots de consolation. La raison d'Etat et le cœur humanitaire ont donc fait bon ménage, et pour une fois l'important était plus que de participer ».

(...) « D'une part, il y a bien longtemps que ces entreprises de service ont abandonné toute velléité d'autonomie pour devenir de simples rouages du dispositif étatique contre les étrangers. Un organisme comme la Cimade intervenait par exemple en centres de rétention depuis 1985, dans le cadre d'une convention avec l'Etat, ce qui en faisait déjà un de ses collaborateurs attiré, et non une structure extérieure indépendante. En 2003, cette présence devient un marché avec appel d'offre sur un lot unique, qu'elle remporte chaque année haut la main, vu qu'il est taillé sur mesure. Elle devient alors directement sous-traitant de l'Etat. Puis en 2007, comme n'importe quel entrepreneur du BTP, elle délègue à son tour trois centres au Secours Catholique pour baisser encore les coûts. Car comme on sait

depuis longtemps que la charité – même chrétienne – a un prix, elle touchait tout de même pour cela 3,44 millions d'euros par an (plus 2,55 millions de subventions). La nouveauté de cette année qui a hypocritement agité la scène médiatique n'est donc ni qu'il s'agisse d'un marché, ni son caractère concurrentiel : c'est qu'il a été divisé en différents lots. Défendre que puissent exister des expulsions « à visage humain » est l'autre perspective de fond de l'idéologie humanitaire. Au-delà du fait que nombre d'associations soient devenues de véritables entreprises ou que leur fonction en fasse à la fois des accompagnateurs et des soutiens des politiques



de l'Etat, c'est en effet tout un rapport au monde qui se trouve exposé crûment dans leur participation aux déportations ».

(...) « La Cimade et les autres n'ont jamais eu pour objectif la destruction des centres de rétention, mais leur meilleure gestion : elles voudraient que tout se passe au mieux, à défaut que cela se passe bien. Même s'il était possible de se placer de leur point de vue, elles pourraient peut-être obtenir une diminution provisoire des auto-mutilations, des suicides ou des révoltes, mais certainement pas des expulsions. De plus, qu'est-ce que

cela signifie que « tout se passe au mieux » ? Au mieux pour qui ? Il n'est par exemple pas étonnant qu'on retrouve la Croix-Rouge aussi bien à la tête de camps de rétention en Europe (Italie, Espagne), de zones d'attente (aéroport de Roissy), de centres pour demandeurs d'asile (Belgique) que de camps concentrant ceux qui fuient les guerres, la misère ou les catastrophes écologiques un peu partout à travers la planète. Comme il n'est pas sur-

prenant de retrouver les spécialistes de la gestion des réfugiés comme France Terre d'Asile ou Forum Réfugiés se tourner vers la cogestion de centres de rétention, qui renverront ces mêmes indésirables à leur sort initial : d'un bout de la chaîne à l'autre court le même fil invisible de la soumission à la politique des puissants, pourvu que les apparences soient sauves et que rien ne change. »

(...) « Les six entreprises caritatives qui ont choisi de répondre à l'appel d'offre pour faire des affaires avec les prisons pour étrangers se trouvent sur le chemin de tous ceux qui pensent que les centres

de rétention sont à détruire sans attendre. Les centres, et le monde qui les produit : des entreprises qui les construisent aux architectes qui les conçoivent, de celles qui leur fournissent la bouffe à celles qui les équipent en appareils de contrôle, des lois qui les instituent aux flics qui les gardent, des journalistes qui en taisent les finalités et les conditions réelles aux professeurs qui les justifient, des réformateurs qui veulent les perfectionner aux humanitaires qui les cogèrent. »

La Grande Loterie des Camps - brochure parue en mai 2009 et disponible sur infokiosque.net



Citations tirées de la « loterie des camps » :

« Que fait-on des gens qu'on veut éloigner du territoire si on ne les place plus en centre de rétention ? Soit on a une conception plus "libre circulationniste". Soit on pense qu'ils [les centres de rétention] ne sont pas un inconvénient car ils organisent les flux. C'est mon cas. »

Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés.
Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

« Nous nous interdisons une prise de position publique sur la politique des gouvernements quels qu'ils soient »

Alain Tonquedec, directeur de la communication de l'Ordre de Malte.
La Croix, 25 janvier 2009.

« Nous ne fonctionnons pas avec des bénévoles mais des professionnels, des travailleurs sociaux formés au droit des étrangers. La baisse des crédits à l'intégration nous oblige à reconvertir nos 110 salariés sur d'autres missions »

Christian Laruelle, directeur de l'Assfam.
La Croix, 25 janvier 2009.

« Il convient d'instaurer un temps de négociation individuelle sur les modalités de réalisation du retour forcé, et notamment de développer des alternatives à la rétention comme l'assignation à résidence et la négociation du départ. Le recours au placement en rétention ne devrait intervenir qu'en cas d'échec de ces alternatives ».

Cimade, 75 propositions pour une politique d'immigration lucide et réfléchie, 2007.

« En France on est gavé, on a l'impression qu'on ne peut plus circuler sans que tout le monde nous surveille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des gens sur la planète. Beaucoup aimeraient être surveillés par quelqu'un qui s'occupe d'eux. On a une vision de riches. Le progrès, ce serait plus d'administration des individus. C'est le seul moyen de garantir l'équité ».

Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés.
Le Progrès de Lyon, 11 avril 2009.

L'ordre de malte

L'une des organisations qui s'est mise sur ce marché des centres de rétention et qui aurait du avoir le lot comprenant le CRA de Lesquin, c'est « l'Ordre de Malte », appelé aussi « l'ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ». Un ordre supra-gouvernemental catholique et humanitaire fondé pendant les croisades il y a 900 ans, et placé sous la bénédiction du pape. Anti-avortement et financé par Carrefour, l'Oréal ou Véolia. D'autres associations les remplacent sur de nombreux CRA, comme l'énigmatique collectif Respect qui semble être tenu par l'UMP, ou l'ASSFAM. Pour départager ces associations, le ministre a alloué plusieurs notes à chacune : la Cimade a péché dans « la compréhension des enjeux ». Elle n'a pas assimilé les principes raciste et néo-colonialiste de l'Etat français... (Tiré de La Brique n°14)

« On traite parfois la Cimade de 'collabos', mais si on ne parle pas aux flics, on n'a pas accès au dossier et on ne peut pas faire de recours lorsque qu'un réfugié est mis en centre de rétention ». (Tiré de La Brique n°3)

La marche désespérée de la juste espérance

Pour une alternative à la cruelle politique migratoire italienne et européenne.

Criminogène, cruelle et stupide. Avec la loi Bossi-Fini et les accords avec la Libie (pays par le quel la majorité des migrants africains passent pour rejoindre l'Italie et qui n'a pas signé les accords internationaux sur l'asile politique), la situation des migrants et réfugiés politiques cherchant l'asile en Italie est devenue explosive.

Depuis que l'Italie a signée un accord avec la Libie, notre gouvernement finance la construction de « frontières préventives » : construction de prisons en Libie, renforcement des contrôles sur le territoire libyen, etc. On renvoie les migrants dans leur pays où l'on pratique la torture, où aujourd'hui, il y a la guerre, la dictature : Face à cette situation, la société italienne ferme les yeux et devient toujours plus raciste. La situation est désespérante. Mais nous avons la juste espérance de changer cette loi, cette déshumanité.

Pour cela, nous organisons une marche de 30 jours, qui partira de Lampedusa (l'île où arrivent les migrants, en Sicile, Italie) pour aller à Rome.

30 jours où l'on veut réveiller les consciences et unir la lutte des migrants et tous les italiens solidaires.

30 jours où tout au long de la marche, quelques uns mèneront une grève de la faim.

30 jours où l'on rencontrera les communautés locales par la diffusion d'informations alternatives à travers du théâtre, de la musique, des projections vidéos, des performances artistiques et des témoignages.

Le 11 octobre en arrivant à Rome, nous occuperons les principales places de la ville pendant 4 jours minimum.

Pendant ces 4 jours, l'engagement de certains grévistes de la faim passera à une étape supérieure dans l'acte extrême de la grève de la soif.

Nous sommes déterminés !

Afin de montrer notre désaccord, notre volonté et notre dignité, nous passerons notre premier jour à Rome dans un silence total.

Nous appelons qui veut à rejoindre le rassemblement dans une forme organisée, non-violente, mais active et résistante. Pendant la marche ou la manifestation à Rome :

Nous invitons qui veut à mener des actions diverses dans des endroits différents à Rome et ailleurs...

La marche se déroulera du 11 septembre au 11 octobre. La manifestation romaine se déroulera du 11 octobre au 15 octobre. Les différentes étapes de la marche sont en cours d'élaboration.

LA LIBERTE ET LES DROITS...
ON LES GAGNERA TOUS ENSEMBLE !

Nous appelons les participants aux No-Border français et grec à rejoindre la mobilisation en Italie et à participer à son organisation.

Pour plus d'informations, contact :
lazarus-om@libero.it

L'OIM trafique avec les migrations de femmes

Tiré de la brochure : « Liberté de circulation contre gestion globale des migrations / L'Organisation internationale pour les migrations : Une organisation contre les migrant-e-s » en ligne sur Infokiosk.net

Les « politiques migratoires » sont un ensemble de dispositifs et de techniques de contrôle, d'entrave, d'encadrement des migrations et de gestion de l'immigration, dessinant une « hiérarchie de la mobilité » aux incidences très directes, voire très violentes, sur bon nombre de nos contemporains (non occidentaux pour la plupart). (« politique migratoire, grande et petite manœuvre », carobella, 2005).

Ou pour le dire simplement : gérer les êtres humains comme du bétail.

Pour justifier ces politiques, on fait souvent appel à des arguments du type : lutter contre le trafic, la traite, voire l'esclavage des personnes, notamment des femmes. Or, ces discours « humanistes » n'ont souvent qu'un seul objectif : ne pas dire les vraies raisons qui motivent l'application de politiques qui au final pénalisent plus les migrants qu'elles ne les aident. Et particulièrement dans le cas des femmes.

Le discours de l'OIM est exemplaire dans ce registre. Pour parler du « trafic des êtres humains », l'OIM s'appuie sur une description assez juste des horreurs auxquelles sont soumises les femmes (enlèvements, mauvais traitements, réduction en esclavage de femmes et d'enfants). Mais cette description ne sert qu'à justifier un « combat général » contre toutes formes de migrations. Une guerre qui n'aide en rien les femmes victimes de ces situations.

À titre d'exemple, en Pologne ou en Macédoine (pays d'émigration), l'OIM organisa de prétendues campagnes d'informations : à cette occasion, l'organisation tenta de montrer aux femmes combien migrer revenait à se jeter dans la « gueule du loup ». Son intention est claire : faire peur pour convaincre les femmes de ne pas quitter leur pays. Chercher à dissuader de franchir les frontières, en clair : empê-

cher la circulation des personnes, non par la contrainte, mais par la manipulation psychologique. Car le discours tenu, s'il contient du vrai, opère exagération et effets terrorisants, empêchant ainsi une juste description et compréhension de la situation par les intéressées. Il est par exemple largement faux de dire que la majorité des migrantes se destinent au commerce du sexe, même si le phénomène existe (1).

C'est l'espoir de vivre autonomes et indépendantes, de subvenir à leurs besoins par le gain d'un salaire individuel qui pousse l'immense majorité des femmes à migrer. C'est de ces espoirs-là que les femmes sont dépossédées par les scénarios de « prévention » de l'OIM.

De nombreuses études ont montré que les femmes ne sont pas seulement « esclaves » mais attendent beaucoup de la migration : elles veulent échapper aux persécutions, violences et discriminations, notamment économiques des structures patriarcales (2). C'est l'espoir de vivre autonomes et indépendantes, de subvenir à leurs besoins par le gain d'un salaire individuel qui pousse l'immense majorité des femmes à migrer. C'est de ces espoirs-là que les femmes sont dépossédées par les scénarios de « prévention » de l'OIM.

Il existe toute une rhétorique sur le contrôle spécifique des migrations de femmes (3). D'un côté, les points de vue féministes ont été rendus visibles

et, d'une certaine manière, ont été entendus par certaines institutions. L'OIM reprend en effet ces idées dans ses déclarations (nécessité d'une protection internationale des femmes). Dans le même temps, il ignore complètement ces thématiques lorsqu'il s'agit d'intervenir concrètement. Au final : une mascarade supplémentaire visant à donner un vernis « humaniste » aux politiques de surveillance et de lutte contre les migrations. Or, des groupes in-

dépendants de femmes formulent des propositions :

- Reconnaissance des raisons spécifiques aux femmes en matière de droit d'asile ;
- Légalisation de la prostitution ;
- Prise en compte de la figure des femmes migrantes contre le modèle masculin implicite dans tous les arsenaux juridiques, etc.

Un programme d'intervention et de recherche organisé par l'OIM à propos des femmes en Macédoine est révélateur de cette double dynamique (4). Les deux coordinatrices du projet sont des féministes engagées, particulièrement dans la lutte contre les violences domestiques. Mais comment peuvent-elles faire entendre leurs recommandations pertinentes dès lors que l'OIM, commanditaire, ne travaille que contre l'autonomie des populations migrantes ? Autre exemple : Une conférence a été organisée sur le « trafic des femmes » à Bruxelles en septembre 2002. Sur les mille personnes participantes, celles qui représentaient des organisations indépendantes de femmes ou de prostituées n'ont pratiquement pas eu voix au chapitre. Elles n'ont eu droit qu'au rôle de simple auditrice passive auquel elles étaient réduites.

Afin de légitimer et d'accroître le contrôle et la restriction des migrations, l'OIM instrumentalise l'anti-patriarcat et le féminisme afin de taire les véritables enjeux d'une politique qui n'est en rien dirigée pour l'autonomie et la protection des individus, mais leur contrôle à des fins géostratégiques, marchandes ou de propagande.

(Ce genre de manipulation par le discours visant à légitimer des politiques réactionnaires par des arguments progressistes est courant. Ce fût notamment le cas pour le débat sur le voile. Sur le sujet : <http://lmsi.net/recherche.php3?recherche=voile&lancer.x=13&lancer.y=5>)

(1) Sur les liens entre migrations de femmes et prostitution, voir par exemple l'analyse de l'association Cabiria, qui tient compte des offres faites aux femmes dans un marché du travail modelé, lui aussi, par le patriarcat - <<http://cabiria.asso.fr>>

(2) Patriarcat : société dont les institutions, l'idéologie, la culture et l'organisation reposent sur le principe de domination de la femme par l'homme.

(3) Notamment depuis les cinquièmes journées mondiales des femmes organisées par les Nations unies à Pékin en 1995,

(4) (North London)



La manif en images...

(Sujet disponible sur www.contre-faits.org)



Montreuil capitale économique du Mali.

En île de France, une grande partie des entreprises de bâtiment, démolition, nettoyage, gardiennage sont implantées dans le 93 et aux alentours de Montreuil. Ils trouvent sur place une main d'oeuvre corvéable à merci, ce sont des maliens, guinéens... en situation irrégulière, migrants économiques pour la plus part. Des petites sociétés écrans comme les entreprises Griallet, Plus Net, Alpha Service à Montreuil embauchent ces migrants pour des chantiers de Bouygues, Vinci, Thales. Le foyer Aftam "Soundjata" de la rue de Paris abrite une partie de ces clandestins. ils y vivent à 4 ou 5 par chambre de 9m². La nuit les gens dorment même dans les couloirs. Leurs salaires sont coupés tous les mois, les heures supplémentaires sont rarement comptées, ils payent des impôts et vivent cachés pour ne pas être arrêtés.

Abdoulaye Traoré, employé de l'entreprise Griallet :
"Imaginez-vous, j'ai connu des gens qui ont vécu 12 ans dans ce pays, qui n'ont jamais été voir les champs Elysées ou la tour Eiffel, tellement ils ont peur, ils ne font que se déplacer du travail au foyer. Ils ne connaissent que : sortir les poubelles, taper un bâtiment au marteau piqueur..."

Manifs contre les Centres de Rétention

Compte rendu d'un atelier sur les résistances contre les centres de rétention qui s'est tenu lors du Camp No Border de Calais. Différents activistes ont parlé de la situation dans leurs différents pays.

Malgré toutes les différentes formes de rétention selon les pays, il y a beaucoup de similitudes. Certains CRA sont administrés par des entreprises privées, mais les conditions de vie des détenus y sont toutes aussi mauvaises : pas de support juridique, grande difficulté pour obtenir de l'aide médicale et racisme sont typiques de tous les CRA.

De plus, quelque soit l'endroit où les gens sont détenus, dans des centres de rétention il y a de la résistance.

Là où la majorité des protestations viennent de l'extérieur des camps, elles restent symbolique, car de réelles résistances efficaces se passent à l'intérieur, bien qu'elles soient invisibles de l'extérieur. Des activistes du Royaume-Uni expliquent que les résistances existant dans les centres de rétention sont complètement ignorées par les mouvements politiques depuis longtemps. Beaucoup d'activistes des mouvements radicaux ne connaissent absolument rien ou presque de ces résistances.

En Angleterre, il y a une campagne pour la fermeture du centre de rétention de Campsfield qui dure depuis 15 ans. Un des activistes de cette campagne décrit la situation au sein de ce camp comme « la pire en Europe ». ce qui est certainement subjectif comme jugement, la plupart des activistes d'Europe pouvant avoir la même sensation. Des activistes de Londres ont expliqué qu'ils avaient organisé plusieurs campagnes de protestation contre les centres de rétention – incluant une campagne de soutien aux migrants inculpés suite aux actions de résistance à l'intérieur des centres.

Beaucoup de centres de rétention au Royaume-Uni sont gérés par des compagnies privées et le racisme y est vraiment quelque chose de courant au sein des équipes de sécurité. Beaucoup de

nouveaux centres sont en cours de construction pour porter les capacités de rétention de 2500 à 4500 places. Il n'y a pas de durée maximale à la rétention au Royaume-Uni, et on connaît des cas de personnes qui sont détenus depuis plus de 2 ans.

Aux Pays-Bas, les activistes ont organisé plusieurs campagnes contre les expulsions et les centres de rétention ces dernières années – comme des occupations de toits et des blocages – mais la situation dans les centres reste plus ou moins inconnue des gens vivant dans leur voisinage.

Il y a pour l'instant 4 centres de rétentions en Belgique – un cinquième est en cours de construction. Les conventions internationales sur la manière dont les migrants doivent être traités sont souvent ignorés et le soutien juridique et médical est très difficile à trouver. Même les visites sont difficilement possibles. La répression dans les centres est de plus en plus forte, particulièrement après les révoltes. Certains migrants sont détenus depuis plus de 2 ans et beaucoup de cas de violence lors des expulsions sont rapportés. Les activistes de Belgique décrivent les équipes de sécurité comme très racistes. Malgré tout, il existe des groupes de soutien aux migrants et de lutte contre les CRA dans toutes les villes où se trouvent les centres.

En Juin 2008, le plus gros centre de rétention de France, celui de Vincennes, qui a une capacité de 290 détenus, a été complètement détruit lors d'une révolte. Beaucoup de détenus font maintenant face à des poursuites judiciaires. Des activistes ont mené des actions de l'extérieur en coordination avec celles à l'intérieur. De nouveaux centres de rétention en remplacement de celui de Vincennes sont en prévision. Il y a des efforts pour construire un réseau plus efficace pour soutenir les personnes détenus dans les

CRA. Comme dans les autres pays, l'accès à un soutien juridique est très difficile, des grèves de la faim et des actes de personnes se frappant elles-mêmes pour éviter d'être expulsées sont courants.

Du 1er au 4 octobre se tiendra à Barcelone une rencontre européenne sur les luttes contre les centres de rétention. Un appel existe en plusieurs langues.

Au cours des discussions, plusieurs personnes ont critiqué les campagnes centrées sur la détention des enfants qui ont pour effet de détourner d'une critique générale de la détention des immigrés. Certaines personnes considèrent que ce serait une bonne chose de connecter les campagnes sur la détention des migrants à celles contre la prison en général, tout en admettant que ce n'est pas une chose facile à faire. Par exemple, le slogan « les migrants ne sont pas des criminels » devrait être changé et une critique générale de la notion de « crime » serait nécessaire pour une telle campagne.

Tous les activistes sont d'accord sur le fait qu'une meilleure coordination entre les différentes campagnes et un plus grand effort pour soutenir les luttes à l'intérieur des centres sont nécessaires.

Liens : Angleterre :

<http://london.noborders.org.uk>

<http://www.closecampsfield.org.uk>

<http://www.indymedia.org.uk/>

Austria: <http://no-racism.net>

Barcelone :

<http://antilager.entodaspertes.net>

France : <http://migreurop.org>

Contact to Vincennes Support:

liberte-sans-papiers@riseup.net

Holland: <http://indymedia.nl>

Italy : <http://www.meltingpot.org>



Flics ? Miliciens ? Casseurs ? Nazis ? Fascistes ?

Photos des
"forces de l'ordre"
prises samedi 27 juin